

École et violence : une chance pour l'autonomie pédagogique ?

Michel Soëtard

auteur de *Qu'est-ce que la pédagogie ?* ESF, 2001

On a raison de s'en inquiéter : l'École, cette vénérable institution de la République, est menacée à tous ses niveaux, du primaire jusqu'à l'Université, par la violence. Ce n'est pas une question de quantité d'actes répertoriés, mais une affaire essentiellement qualitative : les enseignants ne se sentent plus en sécurité devant leurs élèves, même ceux considérés comme les plus calmes. Une arme peut sortir à tout moment d'un cartable, aussi dans un établissement catholique. On dira que ce ne sont que des « cas », mais là est justement le problème : les « cas » sont imprévisibles, sans compter ces petites violences qui minent à longueur de journée le rapport scolaire.

Il n'échappe à personne, pas même au Ministre de l'éducation, que la réponse politique est dérisoire : installer des portiques, opérer des fouilles des cartables (et pourquoi pas au corps ?), créer un GIGN scolaire... Personne n'y croit, mais cela alimente le fond de commerce d'un Etat toujours plus sécuritaire. Les enseignants s'en offusquent, tout en réclamant un ordre public qui viendrait d'on ne sait où... Ils ont bien conscience qu'à moins de mettre un adulte derrière chaque enfant, le problème ne peut se réduire à une augmentation massive des effectifs d'encadrement. Le mal est plus profond.

La fin d'une rationalité scolaire

On peut considérer ces violences comme des accidents dans un système qui, ma foi, roule globalement. Mais ses acteurs vous diront que

la mécanique grippe de partout et que les violences médiatisées ne sont que la partie visible d'un iceberg, dont l'autre partie est constituée de petites violences quotidiennes qui sapent le moral.

Les causes viennent de très loin. Du processus inéluctable de démocratisation qui continue à faire entrer dans le système des masses d'enfants qui sont balancés d'une filière dans une autre, jusqu'à cette première année d'université qui continue à prendre une allure de parking (où l'on casse, le cas échéant, quelques voitures...). On peut encore incriminer l'individualisme ambiant et proliférant, que vient encore attiser, au plus haut niveau de l'Etat, une forme d'action politique très personnalisée. S'ajoute la différenciation toujours plus forte des profils scolaires, qui empêche l'enseignant de « faire classe » comme autrefois... On peut ainsi aligner les causes du mal.

La violence vient couronner le tout. Mais ne nous y trompons pas : elle est le signe de la fin d'une rationalité scolaire qui a régné des décennies durant, avec son apogée (mythique !) dans l'école de la Troisième République. L'institution, depuis le séisme de mai 68, n'a jamais vraiment retrouvé sa stabilité ; les instituteurs sont devenus « professeurs des écoles », avec un coup de pouce à leurs salaires, mais leur prestige social ne s'en est pas trouvé augmenté pour autant. Ils sont peut-être allés chercher des lumières du côté des « sciences de l'éducation », ils sont sans doute férus de didactique. Mais ils n'ont pas vu le dépit, la fureur et pour finir la haine qui s'est accumulée dans le cœur de ce garçon apparemment paisible qui, un jour, sortit un couteau de son cartable...

A Gaza comme dans une salle de classe, la violence est la ruine de la raison. Mais elle reste un choix, lorsqu'il n'y a plus d'autre issue, l'effet d'une décision. A Gaza, ce sont des intérêts politiques d'adultes qui s'affrontent sans rémission. Mais dans une salle de classe ? N'est-ce pas précisément le lieu où il reste possible d'éduquer l'enfant à ce choix, au choix du bien contre le mal ? Alors que les adultes se sont résignés à vivre dans la violence, rompue par quelques moments de fraternité, l'enfant est encore au seuil du choix, là où le pire n'est pas inévitable, dès lors qu'on lui ménage un espace où il fasse l'apprentissage de ce choix : l'école. Ensuite, adienne que pourra ! Mais ce moment reste essentiel et unique, hors de la police et de la justice de la cité.

Construire une nouvelle rationalité éducative

La violence nous conduit au bord du gouffre : il est temps de reconstruire. Et puisque le politique bafouille, que l'institution hésite et

que les parents s'esquivent, il n'y a plus qu'une issue pour les acteurs de l'Ecole, jusqu'à l'université : prendre leurs affaires en mains. Se faire les artisans de la nouvelle rationalité.

Cela signifie : faire œuvre de pédagogie. Je sais, le terme fait sourire nos intellectuels néo-républicains, mais il a pourtant pris un sens fort à d'autres périodes où la République était à construire : évoquons le *Dictionnaire de Pédagogie* de Buisson... Faire œuvre de pédagogie, au sens le plus profond du terme, c'est-à-dire, repenser l'acte pédagogique dans toutes ses dimensions. Dimension scientifique et professionnelle certes, celles qui font le sérieux du métier. Mais, tout autant et même plus, dimension philosophique : quel sens doit prendre l'acte d'éduquer dans un monde où la raison le partage à la violence ? Et peut-être essentiellement une dimension morale : comment construis-je mon rapport à l'autre, et spécifiquement au jeune, sachant qu'il veut tout à la fois réussir son parcours scolaire et se faire reconnaître comme personne par l'adulte qui est chargé de le former ? C'est à ce niveau que la violence menace : si l'enfant sent peser sur lui une injustice intolérable, il n'a plus qu'un moyen pour renverser cette déraison : une autre déraison.

C'est dire qu'il faut repenser jusqu'à sa racine la rationalité éducative. Ce n'est pas affaire de science, ce n'est même pas affaire de raison d'adulte : mais affaire de pédagogue qui a pour tâche d'amener l'enfant à la raison, de le rendre *raisonnable* sur fond de violence toujours menaçante. Il est, ici, seul maître de l'action.

Encore une fois : l'Etat n'y peut rien fondamentalement, on peut tout juste solliciter de lui des moyens en vue d'une tâche pédagogique avérée. L'institution scolaire ne sera jamais que ce qu'en font ses acteurs. C'est à eux qu'il appartient de prendre leur autonomie. Car ce serait une contradiction dans les termes : que l'autonomie s'octroie.

Dieu me préserve d'aller en prison pour terrorisme scolaire : je n'ai en vue que la raison. Et j'y crois, de foi.